



**PRÉFET
DE LA CREUSE**

*Egalité
Fraternité*

Arrêté n° 23-2026-05-11-00001

autorisant le renouvellement et l'extension de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de feldspath sise au lieu-dit « Montebbras » sur le territoire de la commune de SOUMANS par la société IMERYS CERAMICS FRANCE, activité soumise à autorisation en application de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la Creuse
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6, R.214-1 et suivants ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 modifié précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 10 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 96-1340 du 28 octobre 1996, n° 99-912 du 22 juin 1999, n° 99-913 du 22 juin 1999, n° 2008-0306 du 27 mars 2008, n° 2012002-01 du 2 janvier 2012 et n° 2013218-01 du 6 août 2013 réglementant l'exploitation d'une carrière au lieu-dit « Montebbras » sur le territoire de la commune de Soumans par la société IMERYS CERAMICS France ;

VU l'arrêté préfectoral portant approbation du schéma régional des carrières (SRC) de Nouvelle-Aquitaine du 18 septembre 2025 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

VU la demande présentée le 3 octobre 2025, par la société IMERYS CERAMICS FRANCE, dont le siège social est situé « 43, quai de Grenelle – 75015 PARIS », en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune de Soumans au lieu-dit "Montebbras" ;

VU les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

VU l'avis de consultation du public du 1^{er} décembre 2025 au 2 mars 2026 relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS IMERYS CERAMICS FRANCE en vue du renouvellement et de l'extension de la carrière dite de « Montebbras » sur la commune de SOUMANS

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans les mairies concernées ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'avis de l'autorité environnementale (absence d'avis dans le délai de 2 mois prévu à l'article R.122-7 du code de l'environnement / avis NA-2025-007546/GUNENV) ;

VU le registre d'enquête, le rapport, intégrant les réponses du pétitionnaire aux observations, et la conclusion du commissaire-enquêteur en date du 12 mars 2026 et notifié à la société IMERYS CERAMICS FRANCE le 13 mars 2026 ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Soumans, Boussac-Bourg, Lavaufranche, Leyrat, Saint-Silvain-Bas-le-Roc, Treignat (03), Toulx-Sainte-Croix, ainsi que par les communautés de communes du Pays d'Huriel et Creuse Confluence ;

VU le projet d'arrêté porté le 29 avril 2026 à la connaissance du pétitionnaire ;

VU les observations sur le projet d'arrêté présentées par le pétitionnaire en date du 5 mai 2026 ;

VU le rapport du 7 mai 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la commune d'implantation est favorable au projet ;

CONSIDÉRANT qu'aucune des communes ou communautés de communes consultées sur le projet n'a émis d'avis défavorable ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code

de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau mentionnée à l'article L.211-1 du code de l'environnement, en visant notamment, à assurer la protection de la ressource en eau et la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans la décision d'autorisation qui fixe les mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT en particulier les dispositions prévues pour, d'une part, éviter les secteurs à enjeux pour les espèces animales et, d'autre part, créer des aménagements favorables à celles-ci et assurer un suivi écologique permettant de garantir l'efficacité de ces mesures ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L.122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

CONSIDÉRANT que le dossier déposé propose d'aménager et entretenir des zones humides à hauteur de 200 % des zones humides supprimées sur et à proximité immédiate du site ;

CONSIDÉRANT que la gestion des eaux pluviales sur le site est compatible aux prescriptions du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L.512-6-1 lors de la cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Creuse ;

ARRÊTE

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1 - Bénéficiaire

Article 1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation (n° AIOT : 0006002211)

La société IMERYS CERAMICS FRANCE, dont le siège social est situé « 43, quai de Grenelle – 75015 PARIS » [SIREN : 490 096 591], est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Soumans, au lieu-dit "Montebras", une carrière à ciel ouvert ainsi que les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.2. Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale préalable en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée par le nouvel exploitant au préfet comprend :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux éventuelles parcelles privées enclavées.

Chapitre 2 - Portée et limites de l'autorisation

Article 2.1. Réglementation générale

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 2.2. Abrogation de prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 96-1340 du 28 octobre 1996, n° 99-912 du 22 juin 1999, n° 99-913 du 22 juin 1999, n° 2008-0306 du 27 mars 2008, n° 2012002-01 du 2 janvier 2012 et n° 2013218-01 du 6 août 2013 susvisés sont abrogées.

Article 2.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation susvisée.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 2.4. Durée de l'autorisation

En application des articles L.181-21 et L.181-28 du code de l'environnement, la durée de l'autorisation est fixée à **17 ans** à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Toute demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire 6 mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

L'extraction ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du code du patrimoine.

Article 2.5. Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Article 2.6. Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation si ce dernier n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 2.7. Mesures et sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant s'expose à la mise en œuvre des mesures et sanctions prévues aux articles L.171-8 à L.171-10 ainsi qu'à l'article L.514-11 du code de l'environnement.

Article 2.8. Caducité

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

Article 2.9. Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre d'autorisation visé à l'article 3.4 ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas

compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 2.10. Autres limites de l'autorisation et droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 3.4.

Article 2.11. Porter à connaissance

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 2.12. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Dans le cas d'une modification notable, les études d'impact et de dangers sont actualisées. Ces actualisations complètent les éléments d'appréciation mentionnés à l'article ci-dessus.

Lorsque la modification notable présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, le préfet peut demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse des éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières. Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par l'exploitant et aux frais de celui-ci.

Article 2.13. Cessation d'activité

Les usages futurs du site en cas de cessation à prendre en compte au sens de l'article D.556-1 A du code de l'environnement sont les suivants : usage « mixte » de revégétalisation et à vocation agricole (cas 8° selon l'article D.556-1 A).

Lorsqu'il procède à la cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations six mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux articles L.512-6-1 et R.512-39-1 à R.512-39-4 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site ;

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu du présent article et dans les conditions de remise en état définies ci-après.

La remise en état consiste à taluter, remblayer partiellement les fronts d'exploitation et végétaliser le site pour lui redonner une vocation mixte bocagère et environnementale.

Le plan de remise en état du site est annexé au présent arrêté.

Article 2.14. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
2.14	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
4.3	Attestation de constitution de garanties financières	Dans un délai de 3 mois suivant la délivrance de l'arrêté préfectoral, puis 3 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01
7.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante.
8.7	Rapport d'accident	Au plus tard 15 jours après l'évènement
9.2	Plan d'exploitation	À la fin d'une période quinquennale
9.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans ou en cas de modifications
15.6	Bilan annuel de retombées atmosphériques	Avant le 31 mars de l'année suivante

Article 2.15. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Le dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Chapitre 3 - Nature des installations

Article 3.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Libellé de la rubrique et critères de classement	Nature et caractéristiques de l'installation	Rubrique/alinéa	Régime
Exploitation de carrière	Carrière à ciel ouvert de feldspath. Productions commercialisables : Production maximale de 500 000 t/an Production moyenne de 300 000 t/an	2510-1	A
Libellé de la rubrique et critères de classement	Nature et caractéristiques de l'installation	Rubrique/alinéa	Régime
Broyage, concassage, criblage, etc, de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 200 kW	Puissance des machines fixes : 1300 kW	2515-1a	E
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	Superficie totale de 28 000 m ²	2517-1	E

A : Autorisation , E : Enregistrement

Article 3.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Activité	Nature de l'installation	Classement
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Surface de zone humide impactée : 0,48 ha	Déclaration

Article 3.3. Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 3.4. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Soumans, lieux-dits et parcelles suivants. Le tableau ci-dessous présente les parcelles actuellement autorisées en carrière et qui le demeurent.

Zone	Commune	Section	Lieu-dit	Parcelle	Surface cadastrale totale (en m²)	Surface dans le périmètre de la demande d'autorisation (en m²)	Surface concernée par l'extraction (en m²)
Zone Nord (Installations)	SOUMANS	A	Chier de la Rode	1076	2 175	2 175	-
				1078	7 133	7 133	-
				504	2 940	2 940	-
				505	24 680	24 680	-
				506	4	4	-
			Les Fraumes	483	3 280	3 280	-
			Chier de la Rode	498	5 098	5 098	-
				499	4 428	4 428	-
				500	4 245	4 245	-
				1073	562	562	-
				1094	1083	1083	-
				1097	3013	3013	-
				1098	641	641	-
Zone Sud (Extraction)	SOUMANS	A	De la mine	456	102	102	102
			De la mine	462	10 736	10 736	2126
			Les Fraumes	457	5 510	5 510	-
			De la mine	458	13 620	13 620	-
				459	24 968	24 968	6 155
				460	98 840	98 840	14 452
				461	38 640	38 640	38 640
				439	28 570	28 570	-
			Les Fraumes	470	20 510	20 510	6 957
			De la mine	440	14 770	14 770	14 770
				441	66 637	66 637	66 637
			Les Fraumes	463	5 620	5 620	5 620
			De la mine	442	1 890	1 890	1 890
				443	5	5	5
				444	783	783	783
				991	1 625	1 625	1 575
				993	2 880	2 880	2 662
				989	2 382	2 382	1 670
				452	1 450	1 450	1 450
Zone Sud (Extraction)	SOUMANS	A	De la mine	453	7 212	7 212	7 212
				454	1 249	1 249	1 249

Zone	Commune	Section	Lieu-dit	Parcelle	Surface cadastrale totale (en m²)	Surface dans le périmètre de la demande d'autorisation (en m²)	Surface concernée par l'extraction (en m²)
				455	6 530	6 530	6 530
			Les Fraumes	465	13 063	13 063	2 887
			De la mine	467	10 300	10 300	10 195
				1052	13 363	13 363	13 363
			Les Fraumes	464	6 010	6 010	3 472
				466	17 920	17 920	-
				476	1 162	1 162	-
				1000 pp	1172	425	-
				1050	3 567	3 567	-
			De la mine	1046	1 614	1 614	1 043
			Les Fraumes	1048	1 217	1 217	-
Superficie précédente :						482 452 m²	

Le tableau ci-dessous présente les parcelles autorisées pour l'extension de carrière :

Zone	Commune	Section	Lieu-dit	Parcelle	Surface cadastrale totale (en m²)	Surface dans le périmètre de la demande d'autorisation (en m²)	Surface concernée par l'extraction (en m²)
Zone Nord (Installations)	SOUMANS	A	Chier de la Rode	1074	27 368	27 368	-
				1075	3 340	3 340	-
				1077	1 308	1 308	-
Les Fraumes			1080	4 801	4 801	-	
			1083	10 075	10 075	-	
Le Goutas			372	10 180	10 180	-	
			373	17 090	17 090	-	
			374	24 380	24 380	-	
			375	3 990	3 990	-	
Les Fraumes			1051	2 079	2 079	-	
			474 (en partie)	6 385	5 986	-	
			468	22 580	22 580	12 426	
			1000 (en partie)	1 172	747	-	
			1053	8 627	8 627	7 200	
			472 (en partie)	16 690	3 217	-	
			473 (en partie)	6 951	2 498	-	
De la			1047	15 366	1 583	-	
Zone Sud (Extraction)							

Zone	Commune	Section	Lieu-dit	Parcelle	Surface cadastrale totale (en m²)	Surface dans le périmètre de la demande d'autorisation (en m²)	Surface concernée par l'extraction (en m²)
			mine	(en partie)			
				446 (en partie)	3 070	353	-
				992 (en partie)	1 720	1 250	-
				988 (en partie)	4 928	2 513	-
				990 (en partie)	215	110	-
				Chemin*		1 590	
			Les Fraumes	1049 (en partie)	22 063	1 083	-
Surface de l'extension :						156 748 m²	
*Ce chemin public est présent entre les parcelles A460 et A374/A375, en cours de déclassement et cession							

La superficie totale est donc de 639 200 m², dont environ 231 000 m² dédiés à l'extraction.

Les plans de localisation et de phasage sont annexés au présent arrêté.

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles listées ci-dessus, l'exploitant en informe le préfet dans les meilleurs délais.

Chapitre 4 - Garanties financières

Article 4.1. Périmètre des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article R516-2 du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées par la rubrique 2510 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

Article 4.2. Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma de remise en état figure en annexe du présent arrêté.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

Périodes	0-5 ans	5-10 ans	10-15 ans	15-17 ans
Montant des garanties financières (€)	1 231 516.22 €	1 178 115.39 €	1 055 684.94 €	595 169,31 €

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 131 (juillet 2025).
Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

Article 4.3. Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Un premier document attestant de la constitution des garanties financières pour la première phase quinquennale est adressé sous 3 mois après la délivrance de l'autorisation, le cas échéant après actualisation du montant prenant en compte la valeur la plus récente de l'indice TP01.

Article 4.4. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 4.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 4.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article 4.7. Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité pour assurer la remise en état du site en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement ;

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 4.8. Absence de garanties financières

Outre les sanctions prévues par l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée à l'article 4.3 ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 4.4 ci-dessus, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 4.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE ET D'UNE INSTALLATION DE PREMIER TRAITEMENT

Chapitre 5 - Objectifs généraux

Article 5.1. Conduite de l'installation

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à :

- limiter leur impact sur l'environnement, et notamment les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel ;
- garantir la sécurité et la salubrité publiques et du personnel ;
- maintenir la stabilité des terrains de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant ;
- respecter les servitudes.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 5.2. Moyen de communication

L'exploitant doit s'assurer que le personnel présent sur la carrière dispose d'un moyen de communication opérationnel sur place pour alerter les services de secours en cas de nécessité.

Article 5.3. Patrimoine archéologique

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la mairie et à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), avec copie à l'inspection des installations classées.

Article 5.4. Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 5.5. Accès à la voie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 5.6. Eaux de ruissellement

Au sud-est de la zone d'extraction, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 5.7. Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 5.8. Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de place :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.

Chapitre 6 - Explosifs

Article 6.1. Utilisation d'explosifs

L'exploitation du gisement étant réalisée avec des substances explosives, l'exploitant définit (ou fait définir par un sous-traitant), un plan de tir.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement, et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. La mairie de Soumans est informée préalablement des jours de tirs.

Chapitre 7 - Déclarations annuelles

Article 7.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

Chapitre 8 - Fonctionnement de la carrière

Article 8.1. Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 8.2. Déboisement et défrichage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Article 8.3. Modalités d'extraction

L'exploitation de la carrière est conduite tout au long de l'année suivant la méthode et le phasage définis ci-après.

Les terrains sont découpés en secteurs correspondant à plusieurs phases d'exploitation d'une durée de 5 ans chacune, la dernière étant également consacrée à l'achèvement des travaux de remise en état, conformément au plan de phasage annexé au présent arrêté.

L'extraction des matériaux s'effectue par abattage à l'explosif.

Les fronts présentent une hauteur maximale de 15 mètres en période d'exploitation. La cote minimale du fond de la carrière est **315 m NGF**. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

Article 8.4. Valorisation du gisement et des co-produits

Dans les limites des contraintes environnementales, techniques et économiques, l'exploitant veille à exploiter au maximum le gisement disponible tout en limitant la surface impactée par l'exploitation,

et à étudier les possibilités de valorisation des excédents et des co-produits, sans pour autant nuire au projet de remise en état.

Article 8.5. Rythme de fonctionnement

Les périodes d'exploitation de la carrière sont les suivantes :

- extraction : 7h00 - 18h00 (exceptionnellement 22h00) du lundi au vendredi ;
- installations de traitement : 6h - 22h en deux postes, du lundi au vendredi.

Exceptionnellement le site pourra être amené à fonctionner le samedi pour des besoins de maintenance ou de production particulière notamment liée à des problèmes de fret ferroviaire. Pour les mêmes raisons, le site pourra aussi de façon exceptionnelle fonctionner de nuit (24h/24h). Dans ce cas, la mairie de Soumans, la préfecture et le service de l'Inspection des installations classées devront en être informés au préalable.

Article 8.6. Évacuation des matériaux

La production est évacuée par trains ou camions exclusivement par la route RD 7.

Article 8.7. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 9 - Consignes et plans d'exploitation

Article 9.1. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 9.2. Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;

- les bornes visées à l'article 5.8 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement...) ;
- les distances limites et zones de protection listés à l'article ;
- le cas échéant, les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

Article 9.3. Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 9.4. Plan des réseaux d'alimentation , de collecte et des rejets

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Chapitre 10 - Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

Article 10.1. Suivi et gestion de l'installation d'espèces protégées et menacées durant l'exploitation

L'installation de nouvelles espèces protégées sur la carrière durant la phase d'exploitation fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend toute disposition pour ne pas porter atteinte aux individus, à leurs habitats, lieux de reproduction ou de repos. La destruction, le dérangement, la capture, le transport de ces espèces est notamment interdit. Le cas échéant, les travaux dans le secteur concerné ne pourront reprendre qu'après une démarche « Eviter-Réduire-Compenser » (ERC). Si des impacts résiduels persistent, une demande de dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées devra être déposée.

Afin de veiller à l'état de conservation des espèces protégées présentes, le personnel sur site de la carrière devra être sensibilisé voire formé aux enjeux de biodiversité spécifiques aux carrières (reconnaissance des espèces protégées inféodées aux milieux pionniers des carrières, et connaissance générale de leur écologie).

Article 10.2. Dispositions écologiques et relatives au milieu humain

Les dispositions proposées dans le dossier de demande d'autorisation seront appliquées. Ces dispositions sont rappelées synthétiquement ci-après en reprenant la codification figurant dans le dossier de demande d'autorisation.

Les mesures liées à l'évitement concernent :

- la préservation de tronçons de haies,
- la préservation d'une partie des arbres remarquables (gîtes à chiroptères et à coléoptères saproxyliques),
- la préservation d'une partie des zones humides et des boisements et ripisylves,
- le positionnement de la verse Nord sur des terrains à faibles enjeux écologiques.

Notamment, le boisement présent sur les parcelles cadastrées A430 et A431 fera l'objet d'une mesure de sénescence.

Les mesures liées à la réduction concernent les 24 mesures mentionnées dans l'étude d'impacts (pages 311 et suivantes) :

- MR 1 à 4, 8 : mesures d'interaction exploitation/milieu ;
- MR 5, 6, 7, 9, 10 et 11: mesures prises en lien avec la flore ;
- MR 12 à 24 : mesures prises en lien avec les différents milieux et l'environnement extérieur.

Concernant les mesures de compensation, dans le cadre de la destruction de 0,48 ha de zone humide, une compensation sera mise en place sur une surface d'au moins 0,96 ha, comme suit :

- SC1 (0,85 ha) : suppression d'une station de bambous et aménagement d'un accès privilégié pour l'abreuvement des bovins au sud de la zone d'extraction ;
- SC2 (0,15 ha) : création d'une zone humide à proximité du chapelet de mares favorable aux amphibiens au nord de la zone d'extraction le long d'un chemin. A proximité de la zone de stockage, un fossé est à créer afin de récupérer les eaux pluviales.

L'application de ces mesures fera l'objet d'enregistrements adaptés pour en justifier leur réalisation et leur efficacité (plans, photographies, compte-rendu d'exécution, ...). Les pièces produites dans ce

cadre se feront à l'appui de la surveillance assurée par un écologue et selon les méthodologies et périodicités décrites dans le dossier de demande d'autorisation (mesures MS 1 à 3)..

Article 10.3. Prévention de l'apparition et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes

Afin de prévenir l'apparition et le développement d'espèces exotiques envahissantes sur le site, l'exploitant doit porter une attention particulière aux apports de terres extérieures, aux opérations de valorisation des déchets du BTP sur site ou à la remobilisation des stocks de terre issues du décapage ou des stériles afin d'éviter la dissémination d'éventuelles espèces exotiques envahissantes.

Cette attention concerne notamment l'ambrosie. En cas de présence, les pieds identifiés devront faire l'objet d'une destruction.

L'exploitant prend également toutes précautions pour éviter la propagation de ces espèces hors du site que ce soit lors du transport de terres et de matériaux ou de leur élimination.

Des plans de gestion des espèces exotiques envahissantes sont, le cas échéant, élaborés puis mis en œuvre avec l'aide d'un écologue. L'efficacité de ces plans de gestion doit être évaluée.

Le personnel de la carrière doit être sensibilisé voire formé à la reconnaissance des espèces exotiques envahissantes présentes ou susceptibles d'être présentes sur le site, aux enjeux qui leur sont liés et aux méthodes de prévention et de gestion adaptées afin de pouvoir réagir rapidement en cas de détection d'une nouvelle espèce et d'éviter la propagation des espèces déjà présentes.

L'exploitant doit s'assurer de l'absence de développement d'espèces envahissantes en effectuant des suivis spécifiques durant l'exploitation de la carrière et la remise en état. La réalisation de ces suivis fait l'objet de comptes-rendus annuels tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 11 - Remblayage et remise en état

Article 11.1. Remblayage

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Afin de respecter la hiérarchie de l'utilisation de la ressource et de favoriser la réutilisation et le recyclage, seuls les matériaux inertes ne pouvant être techniquement et économiquement réutilisés ou recyclés pourront être acceptés en carrière pour le remblaiement de celle-ci.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé. À ce titre, sont admis les déchets inertes externes suivants, dans la limite de 10 000 tonnes/an :

Code déchet	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

17 01 03	Tuiles et Céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés Un test montrant que ces déchets ne contiennent ni goudron, ni amiante doit être réalisé.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Outre les prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels des 12 décembre 2014 et 31 mai 2021 susvisés, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais.

De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 11.2. Conditions de remise en état

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état (plan de phasage et plan de remise en état) annexés au présent arrêté et le descriptif des phases définies à l'article 8.3, dans les conditions suivantes :

- mise en sécurité des fronts de taille ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

La remise en état du site sera orientée vers une vocation naturelle et agricole.

Concernant les zones à vocation naturelle, le réaménagement du site devra permettre de maintenir voire d'améliorer et de renforcer l'état écologique initial, les trames écologiques existantes et la biodiversité.

Concernant les zones à vocation agricole, la remise en état est réalisée afin de restituer des sols d'une qualité agronomique compatible avec l'usage futur prévu. À cet effet, l'exploitant pourra se rapprocher de toute structure compétente afin d'être conseillé sur les conditions de remise en état du sol à restituer.

Afin d'éviter un appauvrissement génétique et la propagation d'espèces exotiques envahissantes sur et hors du site, les remises en état (et notamment l'ensemble des secteurs faisant l'objet de

plantations et de végétalisations) sont réalisées avec des semences ou des plants de végétaux sauvages et locaux prélevés durablement dans la région biogéographique.

La remise en état du site est réalisée de façon à favoriser la préservation des zones humides et leurs fonctionnalités.

L'exploitation et la remise en état sont réalisées de manière progressive, conformément aux plans de phasage présentés.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ d'application de l'article 2.12 du présent arrêté.

TITRE III - INTÉGRATION PAYSAGÈRE DE L'INSTALLATION

Chapitre 12 - Intégration et propreté

Article 12.1. Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 12.2. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'objectif est de limiter les impacts paysagers de la carrière à toutes les échelles de temps et d'espace du territoire et donc de garantir une démarche paysagère de qualité et de bonne intégration de la carrière dans son environnement.

TITRE IV - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 13 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 13.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Plus généralement, toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum la consommation d'eau dans le cadre de l'activité. Notamment, les processus de lavage des matériaux devront viser le meilleur rendement possible sur le recyclage de l'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé à fréquence mensuelle. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal	
		Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
Eau de surface (eaux de ruissellement)	Bassins de décantation de la carrière		
Réseau d'eau public AEP	Soumans		200

Chapitre 14 - Eau de surface

Article 14.1. Gestion des crues

Les zones en exploitation et réaménagées ne doivent pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues et ne doivent pas perturber le bon fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau à proximité. Ils doivent préserver les zones d'expansion des crues, voire jouer un rôle de bassin écrêteur de crues.

Article 14.2. Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Article 14.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les points de rejets sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs.

Article 14.4. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois tous les deux ans. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 14.5. Rejets dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 14.6. Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature du rejet	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur	Condition s de raccorde ment
1	Eaux d'exhaure - Zone Extraction	Sortie bassins de décantation	Rivière Petite Creuse	Sur-verse
2	Ruissellement voie d'accès et stock matériaux – Sud de la zone Traitement	Sortie bassins de décantation - Ouest de la zone Traitement	Rivière Petite Creuse	Fossé
3	Ruissellement Traitement, quai et pistes – Nord de la zone Traitement	Sortie bassins de décantation - Nord-Est de la zone Traitement	Infiltration dans un fossé	Fossé

Article 14.7. Valeurs limites de rejets

Les eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) respectent les caractéristiques ci-dessous avant rejet au milieu considéré :

Paramètres	Valeurs ou concentrations maximales
pH	entre 5,5 et 8,5
Température (°C)	30

Matières en suspension totales (MEST, en mg/l)	35
Couleur (mg de Pt/l)	100
DCO (mg/l, lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l)	125
Hydrocarbures (mg/l)	10

Article 14.8. Surveillance des rejets

L'exploitant réalise une surveillance de ses rejets visés à l'article 14.6, pour l'ensemble des paramètres visés à l'article 14.7, à une fréquence semestrielle.

TITRE V - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Chapitre 15 - Vérification des émissions et de leurs effets

Article 15.1. Optimisation de l'utilisation des véhicules en termes de volumes, de poids de marchandises chargées et de doubles flux

Dans la mesure du possible, l'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter la circulation de véhicules à vide et promouvoir la pratique de double-flux.

Article 15.2. Prévention de la pollution atmosphérique

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus. L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

Article 15.3. Mise en œuvre des contrôles

Le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Article 15.4. Plan de surveillance des émissions de poussières

Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend a minima :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 m des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Le plan de surveillance est mis à jour en fonction de l'avancée de l'exploitation (localisation et nombre de jauges)

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 15.5. Programme de surveillance des retombées atmosphériques

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées à l'article 15.3.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif susmentionnée, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède cette valeur et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 15.6 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 15.6. Bilan des mesures de retombée de poussières

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs objectifs, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions

météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

TITRE VI - BRUITS ET VIBRATIONS

Chapitre 16 - Nuisances sonores et vibrations

Article 16.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 16.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R571-1 à R571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Article 16.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 16.4. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : 70 dB(A) pour la période de jour (7h-22h) et 60 dB(A) pour la période de nuit (22h-7h).

Article 16.5. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)

Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
----------------------	---------	---------

Article 16.6. Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans le délai d'un an au maximum à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Chapitre 17 - Vibrations

Article 17.1. Valeurs limites relatives aux vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. À cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

Les vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par un bureau expert en tirs à l'explosif et par l'exploitant pour en déterminer les causes. Un rapport sera joint au dossier de tir.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les points de mesures des vibrations sont définis sur le plan joint en annexe.

Article 17.1.1. Contrôle des vibrations

L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.

Le respect de la valeur ci-dessus, mesurée suivant les trois axes de la construction, est vérifié dès le premier tir réalisé sur la carrière, puis à chaque tir.

Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées

En cas de plaintes, une mesure de la surpression aérienne couplée aux mesures de vibrations pourra être demandé par l'inspection des installations classées.

TITRE VII - RISQUES TECHNOLOGIES

Chapitre 18 - Prévention des accidents

Article 18.1. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur, et notamment :

- les différents bassins de décantation présents sur la carrière ainsi qu'en fond de fouille d'extraction ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 18.2. Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 18.3. Rétentions et confinement

I. – Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée pour les hydrocarbures.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1 000 l.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 18.4. Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

TITRE VIII - GESTION DES DÉCHETS

Chapitre 19 - Principes de gestion

Article 19.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits. Il assure une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;

- l'élimination.

Le brûlage de déchets est interdit.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Article 19.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 19.3. Déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation de la carrière

Les déchets sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Les zones de stockage de déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Article 19.4. Déchets générés par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 03 01	Déchets industriels banals
Déchets dangereux	15 01 10	Emballages usagés et chiffons souillés
	15 02 02	
	13 02 06	Huiles moteur usagées
	13 01 11	Huiles hydrauliques usagées

Article 19.5. Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 19.6. Suivi des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

TITRE IX - DISPOSITIONS FINALES

Chapitre 20 - Recours, publicité et exécution

Article 20.1. Délais et voies de recours

I. Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être contesté auprès du tribunal administratif de Limoges, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article 20.2 du présent arrêté ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article 20.2.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

II. Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux ou hiérarchique interrompt les délais mentionnés aux 1° et 2° du I. supra.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 20.2. Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Soumans et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Soumans pendant une durée minimum d'un mois ; le maire de la commune de Soumans fait connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de la Creuse, l'accomplissement de cette formalité ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées, soit les communes de Boussac-Bourg, Lavaufranche, Leyrat, Saint-Silvain-Bas-le-Roc, Treignat (03) et Toulx-Sainte-Croix, ainsi que les communautés de communes Pays d'Huriel et Creuse Confluence ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Creuse pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 20.3. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Soumans sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société IMERYS CERAMICS FRANCE et dont une copie leur sera adressée.

Guéret, le 11 MAI 2026

Le Préfet,

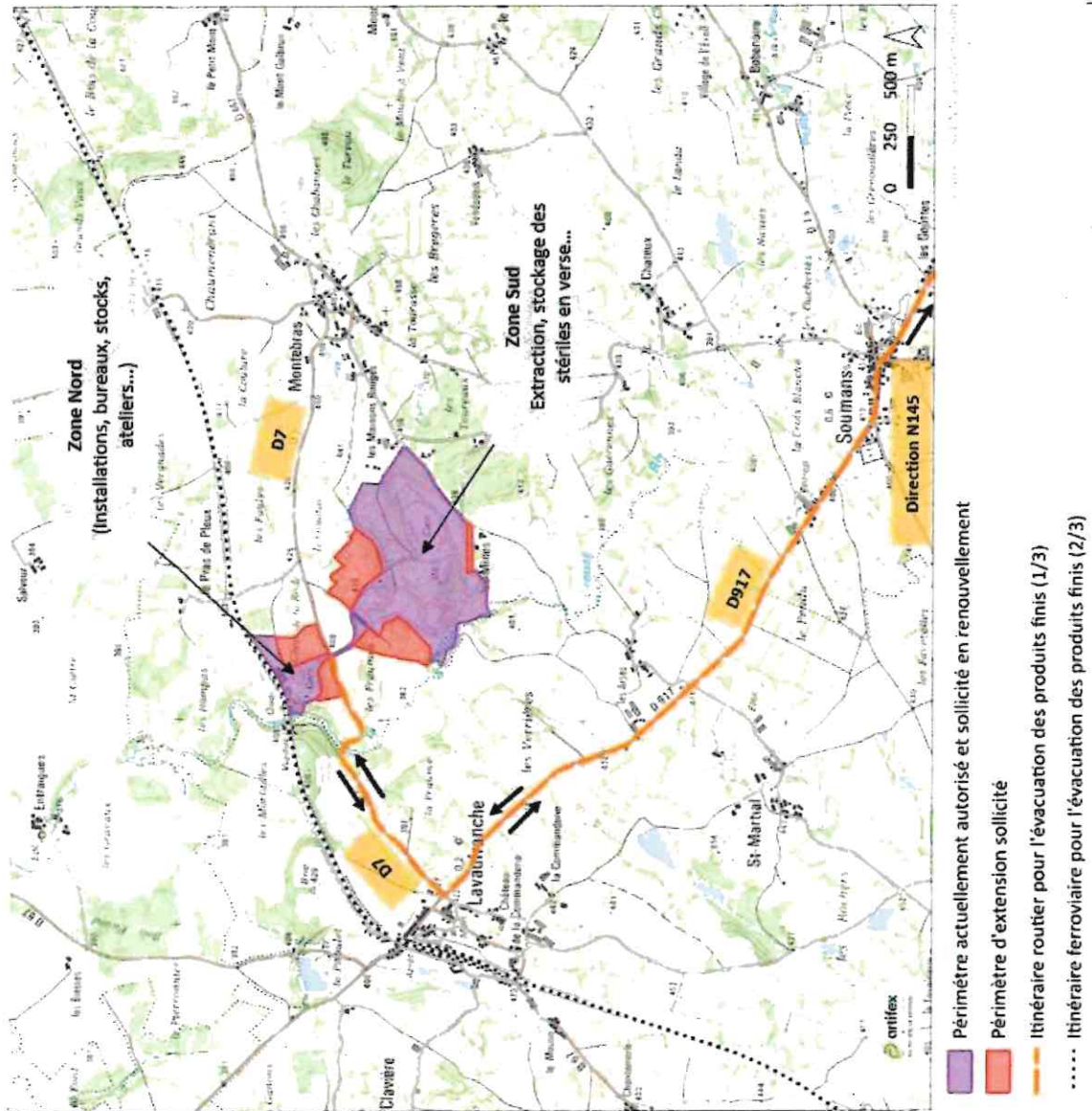


Jean-Philippe LEGUEULT

Le PRÉFET,

Jean-Philippe LEGUEULT




ANNEXE I – PLAN DE SITUATION



GUÉRET, le 11 MAI 2026

Philippe LEGUEULT

Sources: Cadastre et Orthophoto

-  Périmètre actuellement autorisé et sollicité en renouvellement
 Périmètre d'extension sollicité
 Périmètre d'extraction sollicité

Le PRÉFET,
Jean-Philippe LEGUEULT

ANNEXE III – PLANS DE PHASAGE

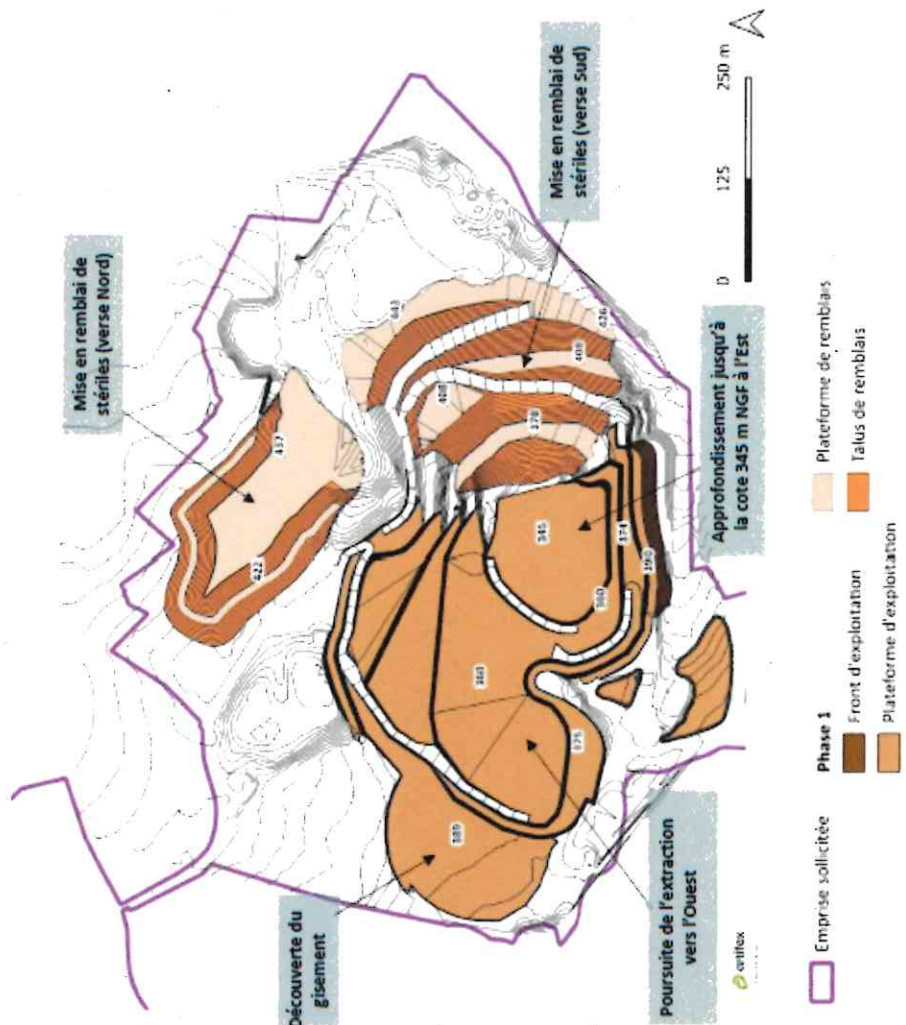
Phase 1

La phase 1 concernera l'exploitation vers l'Ouest de la fosse actuelle et son approfondissement jusqu'à la cote 345 m NGF à l'Est. Les terrains situés à l'Ouest, au niveau de l'extension, seront découverts pour pouvoir être exploités dans la phase 2.

Au cours de cette phase, environ 1 325 000 m³ de stériles seront mis en remblai dans deux zones :

- : La versé Sud, en épaulement des talus actuellement existant (685 000 m³)
- : La versé Nord, en créant un modèle topographique sur une hauteur d'environ 30 m (640 000 m³) en épaulement de l'ancienne versé.

Illustration 26 Phase d'exploitation - Phase 1



Le PRÉFET,
Jean-Philippe LEGUEULT

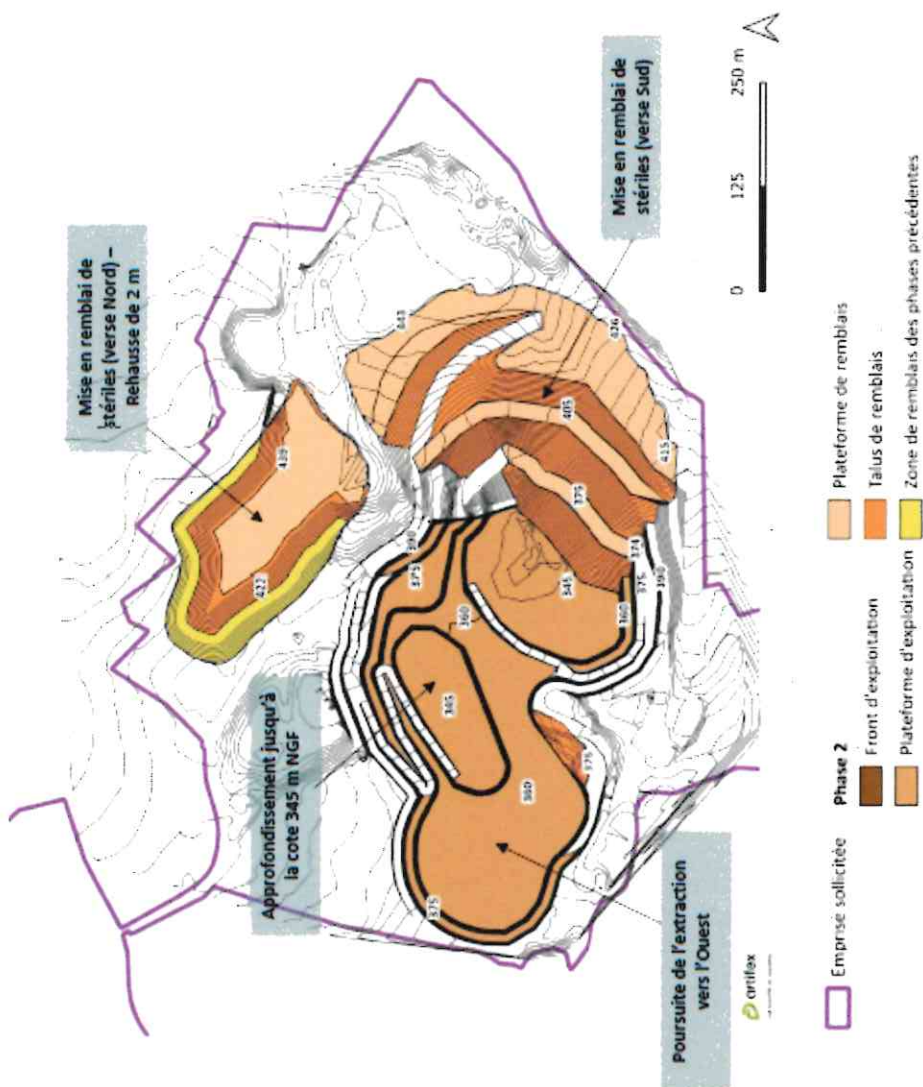
Phase 2

La phase 2 consistera à poursuivre l'extraction vers l'Ouest, au niveau de la zone d'extension et à approfondir la partie centrale de la fosse jusqu'à la cote 345 m NGF.

Au cours de cette phase, le remblaiement des stériles s'effectue :

- sur la versé Nord (en rehausse de 2 m)
- sur la versé Sud en progressant progressivement vers l'Ouest en épaulement de celui réalisé à la phase précédente.

Illustration 27 Phase d'exploitation - Phase 2

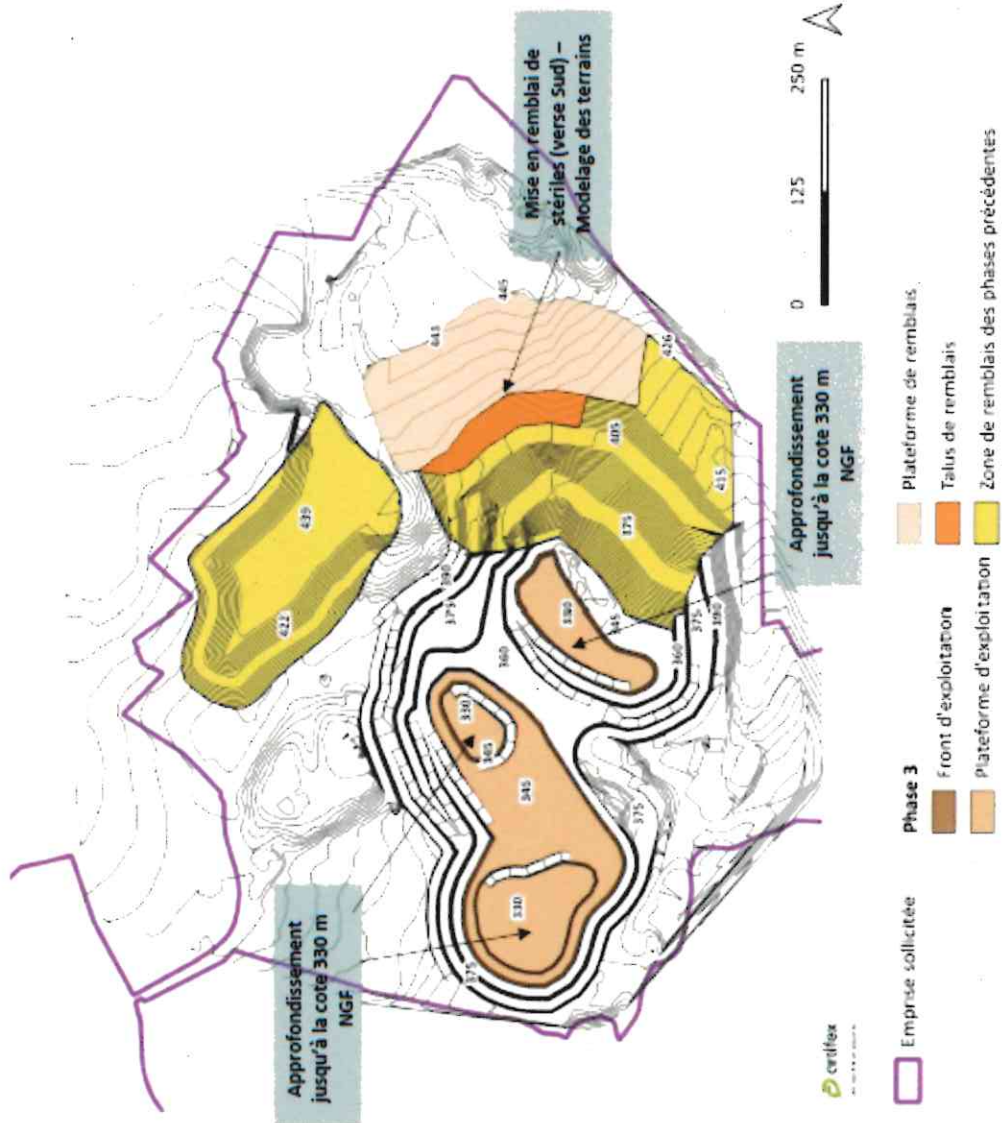


Le PRÉFET,
Jean-Philippe LEGUEULT

Phase 3

L'extraction au cours de la phase 3 consiste à approfondir la fosse d'extraction au niveau de 3 zones jusqu'à la cote 330 m NGF. Le remblaiement s'effectuera sur la versse Sud durant cette phase 3. Il s'agira de modeler les terrains présents en partie haute.

Illustration 23 Phase d'exploitation - Phase 3



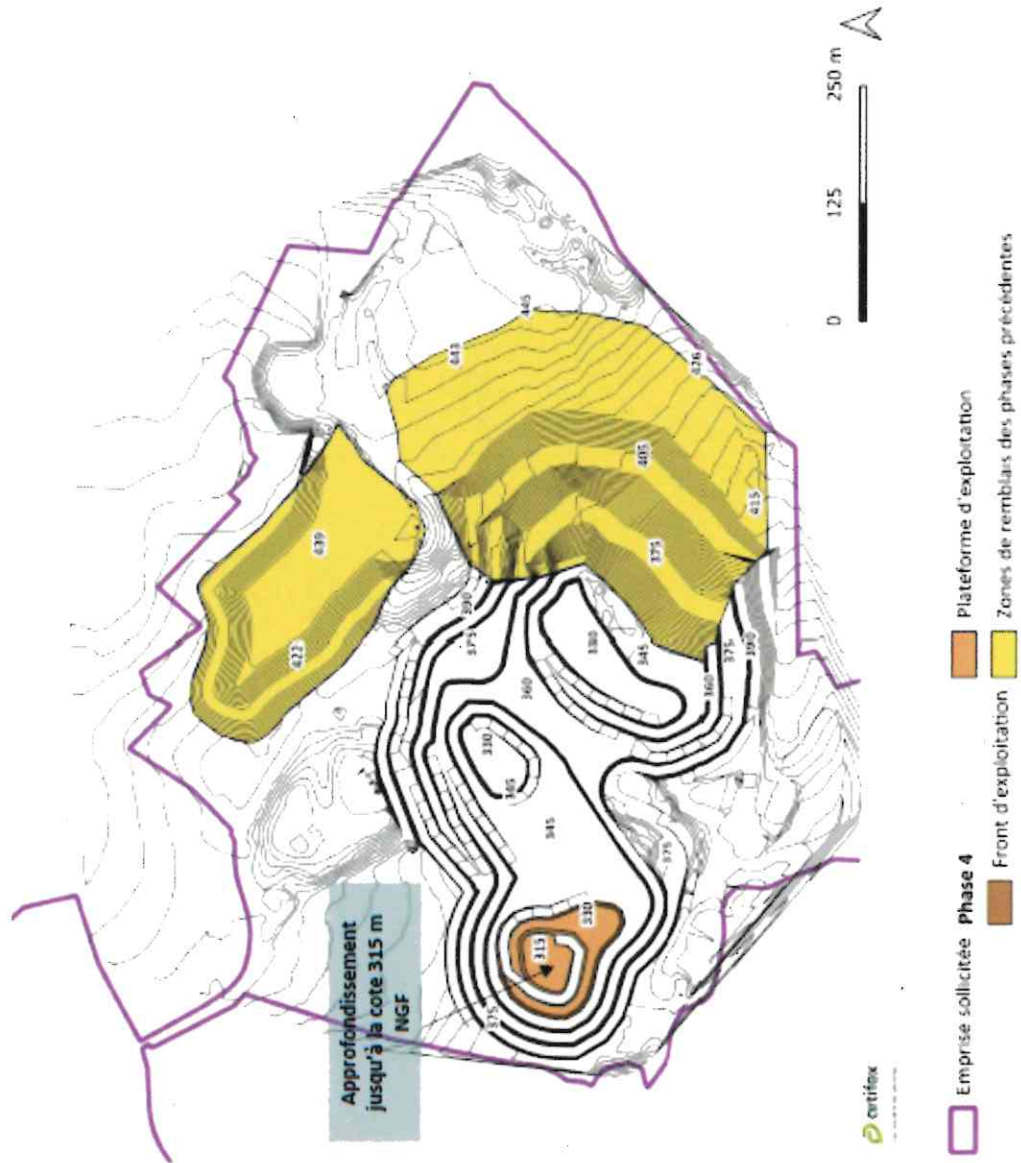
Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour
GUÉRET, le 11 MAI 2026

Le PRÉFET,
Jean-Philippe LEGUEULT

Phase 4

Au cours de cette phase, l'activité se limitera à l'approfondissement jusqu'à la cote 315 m NGF en partie Ouest de la fosse d'extraction.

Illustration 29 : Phase d'exploitation - Phase 4



Le PRÉFET,
Jean-Philippe LEGUEULT

ANNEXE IV – PLAN DE REMISE EN ÉTAT

